



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 58.115/4
du 23 septembre 2015

sur

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
12 juillet 1993 relatif à l'octroi
d'allocations pour mission
d'enseignement et aux
titulaires de certains postes
dans certaines écoles de
formation et de formation
continuée des officiers'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 58.115/4
van 23 september 2015

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
12 juli 1993 houdende
toekenning van toelagen voor
leeropdrachten en aan
bekleders van bepaalde
betrekkingen in bepaalde
scholen voor vorming en
voortgezette vorming van de
officieren'

Le 27 août 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Défense à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 12 juillet 1993 relatif à l'octroi d'allocations pour mission d'enseignement et aux titulaires de certains postes dans certaines écoles de formation et de formation continuée des officiers'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 23 septembre 2015. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 septembre 2015.

*

Op 27 augustus 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Defensie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 juli 1993 houdende toekenning van toelagen voor leeropdrachten en aan bekleeders van bepaalde betrekkingen in bepaalde scholen voor vorming en voortgezette vorming van de officieren'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 23 september 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 september 2015.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FONDEMENT JURIDIQUE

Interrogée sur le fondement juridique du texte en projet, l'officier déléguée a donné les précisions suivantes :

« L'article 9*bis*, § 2 de la loi du 20 mai 1994 : nous visons bien des prestations particulières, selon le cas, étrangères à la fonction normale du militaire pour le personnel chargé de missions d'enseignement dont il s'agit d'une fonction accessoire (et qui peuvent être effectuées en dehors du régime normal des prestations de service) ou liées à la fonction du militaire pour le personnel permanent de l'ERM. Nous ne voulons donc pas viser le paragraphe 4 de ce même article ; l'article 12 de la même loi permettant d'indexer les montants des allocations : le projet vise la conversion des montants toujours exprimés en francs en euros, ainsi que la transposition des montants exprimés en fraction de traitement en chiffres absolus. L'indexation des montants étant déjà prévue à l'article 15 de l'arrêté royal du 12 juillet 1993, il n'est peut-être pas nécessaire de considérer cet article 12 de la loi comme base légale ; l'article 16*bis* de la même loi a pour but de pouvoir prendre les personnes non militaires en considération pour l'octroi de ces allocations ».

Il y a lieu d'omettre la référence à l'article 12 de la loi du 20 mai 1994 'relative aux droits pécuniaires des militaires' de l'alinéa 1^{er} du préambule puisque les articles 9*bis*, § 2, et 16*bis*, de la même loi constituent le fondement juridique du texte en projet.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Articles 2 et 14

L'une des modifications prévue à l'article 2 du projet, qui correspond à celle prévue à l'article 14 du projet, ne concerne que la version française respectivement des articles 2 et 18 de l'arrêté royal du 12 juillet 1993 'relatif à l'octroi d'allocations pour mission d'enseignement et aux titulaires de certains postes dans certaines écoles de formation et de formation continuée des officiers'.

L'auteur du projet doit vérifier s'il n'y a pas lieu de prévoir une modification similaire pour la version néerlandaise du même texte.

Les articles 2 et 14 du projet seront complétés en conséquence.

Article 3

L'article 3 de l'arrêté royal du 12 juillet 1993 énonce que « [p]our l'allocation, les personnes chargées d'une mission d'enseignement prévues dans le présent arrêté, sont réparties comme suit : 1° groupe 1 [...] ; 2° groupe 2 [...] ; 3° groupe 3 [...] ».

L'article 3 en projet remplace cette disposition en vue, selon le rapport au Roi, d'actualiser la terminologie utilisée et d'adapter le contenu des groupes 1 et 2.

De manière générale, l'auteur du projet doit s'assurer que les différences de traitement instituées par l'article 3 en projet reposent sur une justification objective et raisonnable et qu'elles sont ainsi conformes aux principes d'égalité et de non-discrimination.

À cet égard, il y a lieu en particulier de relever que l'article 3 en projet range dans le groupe 1, notamment, « les personnes qui sont titulaires [...] d'un diplôme de master en médecine ou en sciences pharmaceutiques ou d'ingénieur civil ou d'agrégé de l'enseignement supérieur » ainsi que les titulaires « d'un diplôme de master en droit ». La disposition range dans le groupe 2, notamment, « les personnes qui sont titulaires d'un diplôme de master », ce qui sous-entend : distinct des diplômes de master mentionnés dans le groupe 1. Les titulaires d'un diplôme de master en droit sont ainsi repris dans le groupe 1 alors qu'en vertu de l'arrêté en vigueur, ils le sont dans le groupe 2, qui mentionne notamment « les personnes qui sont titulaires du diplôme de licencié au moins ». Les « magistrats » et les « inspecteurs des finances » sont par ailleurs ajoutés au groupe 1.

Le rapport au Roi justifie les modifications concernant les magistrats, les inspecteurs des finances et les titulaires d'un diplôme de master en droit par le fait que « [l]eurs connaissances professionnelles et expériences personnelles en font des formateurs de très haut niveau et leur présence en tant que membre du corps enseignant est un gage de qualité pour le cursus d'administrateur militaire. Leur intégration dans le groupe 1 va de pair avec la reconnaissance de leurs indéniables qualités académiques ».

Ces éléments, qui font référence aux connaissances professionnelles, à l'expérience personnelle et aux qualités académiques des intéressés, ne justifient pas comme tels que les titulaires d'un diplôme de master en droit soient versés dans le groupe 1. En effet, la section de législation n'aperçoit pas en quoi, sur le plan des connaissances professionnelles, de l'expérience personnelle et des qualités académiques, les titulaires d'un diplôme de master en droit se distinguent des autres titulaires d'un master mentionnés dans le groupe 2.

Le texte sera réexaminé et le cas échéant revu à la lumière de cette observation.

OBSERVATION FINALE

L'officier déléguée a transmis une nouvelle version du rapport au Roi. C'est cette version qui devra être jointe au texte en projet.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

RECHTSGROND

Om uitleg gevraagd omtrent de rechtsgrond van de ontwerptekst heeft de gemachtigde officier het volgende geantwoord:

“L'article 9bis, § 2 de la loi du 20 mai 1994: nous visons bien des prestations particulières, selon le cas, étrangères à la fonction normale du militaire pour le personnel chargé de missions d'enseignement dont il s'agit d'une fonction accessoire (et qui peuvent être effectuées en dehors du régime normal des prestations de service) ou liées à la fonction du militaire pour le personnel permanent de l'ERM. Nous ne voulons donc pas viser le paragraphe 4 de ce même article; l'article 12 de la même loi permettant d'indexer les montants des allocations: le projet vise la conversion des montants toujours exprimés en francs en euros, ainsi que la transposition des montants exprimés en fraction de traitement en chiffres absolus. L'indexation des montants étant déjà prévue à l'article 15 de l'arrêté royal du 12 juillet 1993, il n'est peut-être pas nécessaire de considérer cet article 12 de la loi comme base légale; l'article 16bis de la même loi a pour but de pouvoir prendre les personnes non militaires en considération pour l'octroi de ces allocations”.

In het eerste lid van de aanhef dient de verwijzing naar artikel 12 van de wet van 20 mei 1994 ‘betreffende de geldelijk rechten van de militairen’ te worden weggelaten, aangezien de artikelen 9bis, § 2, en 16bis, van dezelfde wet de rechtsgrond vormen van de ontwerptekst.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikelen 2 en 14

Een van de wijzigingen waarin wordt voorzien bij artikel 2 van het ontwerp, die overeenkomt met de wijziging waarin wordt voorzien bij artikel 14 van het ontwerp, heeft enkel betrekking op de Franse versie van respectievelijk de artikelen 2 en 18 van het koninklijk besluit van 12 juli 1993 ‘houdende toekenning van toelagen voor leeropdrachten en aan bekleders van bepaalde betrekkingen in bepaalde scholen voor vorming en voortgezette vorming van de officieren’.

De steller van het ontwerp dient na te gaan of niet moet worden voorzien in een vergelijkbare wijziging voor de Nederlandse versie van dezelfde tekst.

De artikelen 2 en 14 van het ontwerp moeten dienovereenkomstig worden aangevuld.

Artikel 3

Artikel 3 van het koninklijk besluit van 12 juli 1993 bepaalt: “Voor de toelage worden de personen belast met een onderwijsopdracht, bedoeld in het ontwerp, ingedeeld als volgt: 1° groep 1 [...]; 2° groep 2 [...]; 3° groep 3 [...]”.

Luidens het verslag aan de Koning wordt die bepaling bij het ontworpen artikel 3 vervangen met het oog op de actualisering van de gebruikte terminologie en de aanpassing van de inhoud van de groepen 1 en 2.

In het algemeen moet de steller van het ontwerp zich ervan vergewissen dat de verschillen in behandeling die worden ingesteld bij het ontworpen artikel 3 steunen op een objectieve en redelijke rechtvaardiging en dat ze aldus in overeenstemming zijn met het gelijkheids- en non-discriminatiebeginsel.

Wat dat betreft dient er in het bijzonder op te worden gewezen dat bij het ontworpen artikel 3 onder meer in groep 1 worden ingedeeld “zij die houder zijn van [...] een diploma van master in de geneeskunde of in de farmaceutische wetenschappen of van burgerlijk ingenieur of geaggregeerde voor het hoger onderwijs” evenals de houders van “van een diploma van master in de rechten”. Bij de bepaling worden onder meer in groep 2 ingedeeld “zij die houder zijn [...] van [een] diploma van master”, hetgeen veronderstelt dat het om andere diploma's van master gaat dan die vermeld in groep 1. De houders van een diploma van master in de rechten worden aldus opgenomen in groep 1, terwijl ze krachtens het geldende besluit opgenomen zijn in groep 2, waarin onder meer worden vermeld “zij die houder zijn ten minste van het diploma van licentiaat”. De “magistraten” en de “inspecteurs van financiën” zijn dan weer bij groep 1 gevoegd.

In het verslag aan de Koning worden de wijzigingen met betrekking tot de magistraten, de inspecteurs van financiën en de houders van een diploma van master in de rechten gerechtvaardigd als volgt: “Door hun professionele kennis en hun persoonlijke ervaringen zijn ze lesgevers van zeer hoog niveau en hun aanwezigheid als lid van het onderwijzend personeel is een garantie van kwaliteit voor de cursus militair administrateur. Hun integratie in de groep 1 gaat gepaard met de erkenning van hun onbetwistbare academische hoedanigheden”.

Die aspecten, die refereren aan de professionele kennis, de persoonlijke ervaring en de academische hoedanigheden van de betrokkenen, rechtvaardigen op zich niet dat de houders van een diploma van master in de rechten in groep 1 worden opgenomen. De afdeling Wetgeving ziet immers niet in waarin houders van een diploma van master in de rechten, op het stuk van professionele kennis, persoonlijke ervaring en academische hoedanigheden, zich onderscheiden van de andere houders van een diploma van master die worden vermeld in groep 2.

De tekst moet opnieuw worden onderzocht en in voorkomend geval in het licht van deze opmerking worden herzien.

SLOTOPMERKING

De gemachtigde officier heeft een nieuwe versie van het verslag aan de Koning bezorgd. Het is die versie die bij de ontwerptekst dient te worden gevoegd.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY